La Commune

Pas un seul licenciement !

Plan « Power 8 » à Airbus

> Le Plan " *Power 8* " tombe sur Airbus : 10 000 suppressions de postes sur les 55 000 que compte le groupe. Elles sont réparties ainsi : 4 300 en France, 3 700 en Allemagne, 400 en Espagne, 1 600 en Grande-Bretagne. Le même plan prévoit aussi des abandons de site : Saint-Nazaire en France, Lanpheim et Varel en Allemagne. Sans compter la cession à terme de sites tels que Méaulte en France, Filton en Grande-Bretagne, Nordenham en Allemagne. En pleine présidentielle, chacun y va de sa solution. Tour d'horizon.

Il est de bon ton, à gauche comme à droite, de stigmatiser le rôle des actionnaires privés, tels Daimler-Chrysler pour l'Allemagne, Lagardère pour la France. Dont acte. Mais alors, pourquoi ne pas rappeler que c'est le gouvernement Jospin (Strauss-Kahn était ministre de l'Économie, Ségolène Royal et Marie-George Buffet étaient également ministres) qui a privatisé l'Aérospatiale qui donnera naissance à l'actuel Airbus ? A-t-on entendu Ségolène Royal ou Marie-George Buffet se vanter d'avoir créé en 2001 EADS, (maison-mère d'Airbus), vendue à l'actionnariat privé pour 80 % et donc de participation publique ultra-minoritaire ? Voilà décidément une drôle d'amnésie à l'heure du bilan.

Participation des régions ?

Pendant que Sarkozy déclare qu'" *il ne faut pas laisser tomber Airbus* " et propose un nouveau pacte d'actionnaires où l'État serait mieux représenté, Ségolène Royal préconise à la fois " *un soutien renforcé des États qui doivent recapitaliser cette entreprise " et " l'entrée des régions dans le capital de l'entreprise* ". Dans la foulée, le président (PS) de la Région Midi-Pyrénées, avec huit autres présidents de Régions dirigées par le Parti Socialiste, a proposé publiquement que les régions françaises, à l'image des länder allemands, entrent dans le capital d'EADS. Il précise même : " *nous sommes capables de réunir 250 millions d'euros à cet effet* ". On est pourtant loin du compte puisqu'au cours actuel qui valorise EADS à plus de 20 milliards d'euros, ces 250 millions représentent moins de ...1 % du capital. Comme Martin Malvy propose que les régions françaises prennent entre 5 et 10 % du capital, il faudrait réunir au bas mot 1 à 2 milliards d'euros. Sur le dos de qui ?
En effet, outre que la participation des länder elle-même n'a pas empêché, que l'on sache, le plan " *Power 8* ", un soutien financier de l'État ou des Régions reviendrait tout simplement à demander à tous, aux contribuables, au niveau national ou selon Madame Royal, au niveau régional, de payer pour conforter
et garantir quelques profits privés.
Mais, il y a plus : cette proposition de faire entrer les régions a valeur encore plus profonde et politique. Souvenons-nous : le projet de Traité constitutionnel conférant dans ses extraits la mise en place de " *l'Europe des régions* " qui visait ainsi à réaliser l'éclatement du cadre national comme ultime rempart à la mise en place d'un marché libre et non faussé dans tous les secteurs.

De fait, Madame Ségolène Royal voudrait ainsi, à l'occasion du dossier EADS, " *faire entrer par la fenêtre ce que les citoyens ont sorti par la grande porte du suffrage universel* ".

" Halte aux licenciements boursiers ? "

Le PCF, pour sa part, en plus de l'amnésie qui frappe sa candidate à propos de la privatisation d'Airbus par la gauche plurielle, propose un " *moratoire suspensif* " (et non un abandon total) du plan " *power 8* " et estime " *insupportable* " que " *les emplois industriels dans toutes les catégories soient sacrifiés sur l'autel des marchés financiers* ". De là, en relation avec la direction confédérale de la CGT, ces banderoles " *Halte aux licenciements boursiers* ". Est-ce à dire que si les licenciements n'étaient pas boursiers mais exclusivement industriels, le PCF serait d'accord ? Qui plus est, y a-t-il autre chose que des licenciements boursiers, en définitive ?

Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de site !

Il y a belle lurette, près de cent ans d'ailleurs, que la fusion du capital industriel et bancaire a donné naissance au capital financier, " *une oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui* ".

Quelle découverte, donc, pour Madame Buffet et le bureau confédéral de la CGT, et pas seulement sur Airbus ... Comme le rappelle Arlette Laguiller : " *c'est le mode de fonctionnement habituel du système capitaliste, un système dont le moteur est la recherche du maximum de profit pour ses actionnaires* ".

C'est pourquoi, avant même de réclamer la renationalisation d'Airbus sans indemnités, ni rachat pour ses actionnaires, bien avant même ce mot d'ordre qui, pour juste qu'il soit, ne saurait répondre à la situation immédiate et urgente des salariés, il faut exiger avec les travailleurs : pas un seul licenciement sec ou déguisé, pas une seule suppression de site !

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors q
les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait
voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé
des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei
contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La
présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui
parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »